

## Communiqué de presse

### **102 alertes sociales !**

**Aujourd'hui le point de rupture est atteint dans les écoles.** Année après année, les politiques éducatives des dernières décennies ont imposé des réformes qui ne visent pas la résorption des inégalités et la réussite de tous les élèves, bien au contraire. Elles ont privé l'École des moyens lui permettant d'atteindre les objectifs qui lui sont assignés.

École inclusive sans moyens, manque de recrutement, injonctions ministérielles, vétusté du bâti scolaire : les remontées du terrain et les signalements inscrits dans les Registres Santé et Sécurité au Travail explosent sans que l'institution n'apporte de réponse à la hauteur des difficultés rencontrées par les personnels comme par les élèves.

Sans moyen suffisant, la loi de 2005 ne permet pas une véritable prise en compte des élèves en situation de handicap.

La prise en charge des élèves à besoin particulier, notifiés ou non, cristallise à elle seule le plus de difficultés dans les écoles. Aujourd'hui l'inclusion se fait sans moyen supplémentaire, sans formation spécifique de l'ensemble des personnels.

#### **Pour le Haut-Rhin, le constat est alarmant :**

- des dizaines de classes non remplacées chaque jour,
- une pénurie de personnel titulaire qui entraîne le recrutement de plus de 140 contractuel.les non formé.es au statut précaire
- 120 postes de RASED supprimés depuis 2008, et 8 postes RASED non pourvus cette année faute de départ en formation
- 549 élèves notifiés sans accompagnement par une AESH
- des dizaines d'élèves qui n'ont pas de place en établissement spécialisé

**Les conditions de travail des enseignant·es et des AESH se sont profondément dégradées, entraînant souffrance et renoncements.** Le nombre de démissions et les demandes de rupture conventionnelle ont augmenté de manière significative ces dernières années. Les enquêtes nationales successives montrent un climat détérioré. Ces métiers ne sont plus attractifs.

Pour la FSU-SNUipp, le ministère porte la responsabilité de la dégradation des conditions de scolarisation des élèves et des conditions de travail de ses personnels, celles et ceux qui tiennent l'École à bout de bras.

Les enseignant·es et AESH demandent non pas « un choc des savoirs » mais « un sursaut du ministère » face aux problèmes que rencontrent les personnels de l'Éducation Nationale.

**La FSU-SNUipp 68 dépose, comme dans les autres départements français, une alerte sociale, préalable à un dépôt de préavis de grève, pour dénoncer les conditions de travail dégradées des personnels de l'Éducation Nationale qui travaillent dans le 1<sup>er</sup> degré.**

La FSU-SNUipp68 attend des réponses concrètes, tant au niveau national qu'au niveau du départemental.

Pour la FSU-SNUipp68, les co-secrétaires départementales,

Ghislaine Umhauer et Mariane Brosse-Heimburger